

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (C.C.P)**  
**Regroupant les Clauses Administratives et Techniques Particulières**

**MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES**

**MARCHE N° 2026960SERV001**













---

**MAINTENANCE DES INSTALLATIONS HAUTE TENSION  
SUR LES SITES DE PARIS ET MEUDON**

---

**Observatoire de Paris**  
**61 AVENUE DE L'OBSERVATOIRE,**  
**BP 12**  
**75014 PARIS**

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Maintenance des installations haute tension sur les sites de Paris et Meudon
	<b>Type de contrat</b>	Marché de services
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans
	<b>Nombre de lots</b>	Non alloti
	<b>Clauses sociales</b>	Avec
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	1 an ferme, à compter de la notification du marché,
	<b>Reconduction</b>	Reconductible 3 fois un an
	<b>Prix</b>	Forfait annuel + prix unitaires (conformément au BPU)
	<b>Variation des prix</b>	Prix révisable (fermes pour la première année)
	<b>Avance</b>	Avec
	<b>Procédure</b>	Procédure adaptée
	<b>CCAG applicable</b>	CCAG- FCS - Arrêté du 30 mars 2021

## SOMMAIRE

1 - OBJET DE LA CONSULTATION ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1 - Objet du marché.....	4
1.2 - Forme et procédure du marché .....	4
1.3 - Décomposition en tranches et lots.....	4
1.4 - Durée du marché .....	4
2 - PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ .....	5
3 - CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SECURITÉ .....	5
4 - PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL .....	6
5 - SOUS - TRAITANCE.....	6
6 - DÉLAI D'EXÉCUTION DE LA MAINTENANCE .....	6
7 - PÉRIMÈTRE D'EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	7
7.1- Périmètre géographique.....	7
7.2- Périmètre technique .....	7
8 - PRESTATIONS COMPRISES DANS LA PART FORFAITAIRE .....	9
8.1 - Maintenance préventive des installations et équipements .....	9
8.1.1 - Maintenance préventive des postes HT/BT et TGBT .....	9
8.1.2 - Maintenance préventive des groupes électrogènes.....	10
8.2 - L'astreinte 24/24 - 7/7 .....	12
9 - LIMITES AU FORFAIT DE RÉMUNÉRATION.....	13
10 - OBLIGATION DES PARTIES .....	13
10.1 - Obligation du titulaire .....	13
10.2 - Obligation du pouvoir adjudicateur .....	13
11 - CONSTATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	14
12 - GARANTIE.....	14
13 - AVANCE .....	15
14 - PRIX DU MARCHÉ .....	15
14.1 - Caractéristiques des prix .....	15
14.2 - Révision des prix.....	16
14.3 - Clause de sauvegarde .....	17
15 - MODALITE DE REGLEMENT DES COMPTES.....	17
15.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	17
15.2 - Présentation des demandes de paiement.....	17
15.3 - Délai global de paiement.....	17
16 - DÉMARCHES RSE (RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES) .....	18
17 - PÉNALITÉS.....	18
18 - ASSURANCES.....	19
19 - RESILIATION DU MARCHÉ.....	19
19.1 - Résiliation aux torts du titulaire .....	19
19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	20
19.3 - Résiliation pour motif d'intérêt général .....	20
20 - LITIGES ET LANGUE.....	20
21 - TABLEAU DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS .....	20

# 1 - OBJET DE LA CONSULTATION ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

## 1.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la maintenance annuelle des cabines haute tension, des tableaux généraux basse tension (TGBT), d'un groupe électrogène, ainsi qu'un service d'astreinte disponible 24/24 heures et 7/7 jours, sur les sites de Paris et de Meudon de l'Observatoire de Paris.

Lieux d'exécution :

Site	Adresse
Site de Paris	61, avenue de l'observatoire - 75014 PARIS
Site de Meudon	05, place Jules Janssen - 92190 MEUDON

## 1.2 - Forme et procédure du marché

Le présent marché de services est passé selon la procédure adaptée, conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique (CCP).

En application de l'article R.2112-6 du Code de la commande publique, il est conclu selon les modalités suivantes :

- A prix global et forfaitaire, conformément au prix indiqué dans l'acte d'engagement pour la partie récurrente et non fractionnée du marché ;
- A prix unitaires, conformément aux prix indiqués dans le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.) pour la partie ponctuelle du marché.

Pour la partie ponctuelle du marché, les prestations feront l'objet de l'émission de bons de commande notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Le titulaire peut être amené à effectuer des prestations sur bons de commande pour les prestations ne faisant pas partie du forfait de rémunération, et notamment pour toute demande d'intervention de l'Observatoire de Paris ne rentrant pas dans les missions dues par le titulaire au titre du forfait de rémunération.

Le cas échéant, le titulaire adresse un devis du montant proposé pour la réalisation desdites prestations sur la base des prix du BPU. La fourniture de pièces ne figurant pas au BPU font l'objet d'un devis chiffré adressé à l'Observatoire de Paris.

Les prestations à prix unitaires sont exécutées dans la limite d'un **montant maximum de 40 000 € HT** sur la durée totale du marché.

## 1.3 - Décomposition en tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

Le marché est conclu en un lot unique, les deux sites (Paris et Meudon) étant techniquement interdépendants et relevant d'un même besoin de continuité de service.

## 1.4 - Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée d'un (1) an.

Il peut être reconduit trois (3) fois pour des périodes d'un an, soit une durée totale maximale de quatre (4) ans. La reconduction du marché est tacite.

En cas de décision de non-reconduction, l'Observatoire de Paris en avise le titulaire deux (2) mois avant le terme de la période en cours, par courriel

Conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, la reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

## 2 - PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

Rang	Pièce contractuelle
1	L'acte d'Engagement (A.E.)
2	L'annexe n°1 à l'acte d'engagement - le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.)
3	Le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.)
4	Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, version en vigueur à la date de notification du marché
5	La trame de réponse technique (T.R.T.) *
6	Attestation de visite remise lors de la visite obligatoire

\*Les candidats sont tenus de compléter intégralement la trame de réponse technique jointe au dossier de consultation.

Cette trame constitue le support principal d'analyse des offres. Les candidats peuvent, le cas échéant, compléter certaines réponses par des renvois précis à des éléments figurant dans leur mémoire technique ou dans des annexes.

Les renvois doivent être explicites et comporter les références exactes des documents et pages concernées. À défaut, ou en cas de renvoi erroné, imprécis ou incomplet, l'acheteur se réserve la possibilité de ne pas prendre en compte les éléments concernés dans l'analyse de l'offre.

Il appartient aux candidats de veiller à la cohérence et à l'exactitude des informations transmises. Le non-respect de ces exigences pourra être pris en compte dans l'analyse de l'offre et, le cas échéant, conduire à sa déclaration d'irrégularité.

## 3 - CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SECURITÉ

Le titulaire est tenu à une obligation de confidentialité concernant l'ensemble des informations, documents et données dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre de l'exécution du marché.

Cette obligation s'applique pendant toute la durée du marché et après son achèvement, sans limitation de durée pour les informations présentant un caractère sensible.

Le titulaire s'engage à :

- Ne pas divulguer à des tiers les informations relatives aux installations, à leur configuration technique et à leur localisation ;
- Faire respecter cette obligation de confidentialité par l'ensemble de son personnel intervenant sur les sites, ainsi que par ses éventuels sous-traitants ;
- Respecter les règles de sécurité applicables à l'Observatoire de Paris, notamment les procédures d'accès aux locaux et de consignation électrique.

Compte tenu de la nature des installations (haute tension, groupe électrogène), toute intervention doit être précédée d'une information préalable du service technique de l'Observatoire de Paris à l'adresse suivante : [direction.dil@obsppm.fr](mailto:direction.dil@obsppm.fr).

## 4 - PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur, Observatoire de Paris a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

## 5 - SOUS - TRAITANCE

Le titulaire peut recourir à la sous-traitance dans les conditions prévues par le Code de la commande publique. La sous-traitance totale est interdite.

L'offre indique, le cas échéant, les sous-traitants connus lors de son dépôt, conformément aux articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 du Code de la commande publique. Elle précise la nature des prestations sous-traitées, leur montant ainsi que l'identité et les capacités des sous-traitants.

Tout sous-traitant doit être accepté et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur. À ce titre, le titulaire transmet une demande comprenant notamment :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- L'identité et les coordonnées du sous-traitant ;
- Le montant des prestations sous-traitées ;
- Les conditions de paiement.

Le titulaire demeure seul responsable de la bonne exécution de l'ensemble des prestations et reste l'unique interlocuteur du pouvoir adjudicateur.

En cas de sous-traitance non déclarée ou non autorisée, le titulaire est mis en demeure de régulariser sa situation dans un délai de huit (8) jours. À défaut, le pouvoir adjudicateur peut appliquer des pénalités et/ou prononcer la résiliation du marché pour faute.

## 6 - DÉLAI D'EXÉCUTION DE LA MAINTENANCE

Dans le cadre de la maintenance préventive, le titulaire exécute les visites de contrôle annuelles selon un calendrier validé par le pouvoir adjudicateur. Il respecte les horaires et délais fixés lors de la planification de ces interventions. Le titulaire devra prévoir des interventions sur 1 seule journée pour le site de Paris (un samedi) et une journée et demie pour le site de Meudon (soit un vendredi après-midi pour le poste du bâtiment 4 et le reste des installations un samedi).

Dans le cadre de l'astreinte, le titulaire intervient dans un délai maximum de deux (2) heures à compter de la demande d'intervention émise par le pouvoir adjudicateur. Ce délai s'applique 24h/24 et 7j/7, y compris les jours fériés. Le non-respect de ce délai pourra entraîner l'application de pénalités prévues à l'article 17 du présent CCP.

Toute intervention urgente non planifiée fait l'objet d'un compte rendu écrit transmis au pouvoir adjudicateur dans un délai de quarante-huit (48) heures suivant l'intervention.

## 7 - PÉRIMETRE D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

### 7.1- Périmètre géographique

Le présent marché concerne les deux sites de l'Observatoire de Paris décrits ci-dessous :

Site	Adresse	Bâtiments concernés
Site de Paris	61, av de l'Observatoire 75014 PARIS	Bâtiments A, B et Perrault
Site de Meudon	5, pl. Jules Janssen 92190 MEUDON	Bâtiments 2, 3, 4, 5, 9, 14, 15, 16, 18 et poste béton Mesocentre

### 7.2- Périmètre technique

Les installations faisant l'objet du présent marché sont détaillées ci-dessous par site et par bâtiment.

#### Sur le site de Paris

##### Sous-sol Bâtiment A :

- Poste de livraison EDF : matériel AREVA type Fluokit M24
- 2 cellules d'arrivée EDF avec coffret PASA
- 1 cellule TP
- 1 cellule disjoncteur HT avec Relais MICOM (entretien du mécanisme type BLR à prévoir la juste la 1ère année de l'accord-cadre)
- 1 cellule protection transformateur
- 1 cellule départ vers poste BAT B,
- 1 transformateur huile 400 KVA
- 1 disjoncteur général BT
- 1 TGBT
- 1 chargeur type C13100

##### Sous-Sol Bâtiment B (poste satellite) :

- 1 cellule arrivée
- 1 cellule protection transformateur
- 1 transformateur huile 400 KVA
- 1 disjoncteur général BT
- 1 TGBT
- 1 inverseur Normal secours

##### Bâtiment Perrault :

- RDC-1 TGBT

#### Sur le site de Meudon

##### RDC Bâtiment 02 : (Ormazabal)

- 1 cellule d'arrivée
- 1 cellule protection transformateur
- 1 armoire protection secondaire transformateur
- 1 transformateur huile 250 KVA
- 2 TGBT (tri 230 V et tri 410V)

Bâtiment 3 (poste de livraison): (Ormazabal)

- 1 cellules d'arrivée (double dérivation) EDF avec coffret PASA
- 1 cellule de comptage
- 1 cellule double disjoncteur double sectionnement
- 2 cellules départ en coupure d'artère
- 1 cellule départ bâtiment 2
- 1 chargeur type C13100

Sous-Sol Bâtiment 04 : (Pommier /Granny)

- 2 cellules d'arrivée en coupure d'artère
- 1 cellule protection transformateur
- 1 disjoncteur général BT
- 1 transformateur huile 160 KVA
- 1 TGBT

RDC Bâtiment 05 : (Ormazabal)

- 2 cellules d'arrivée en coupure d'artère
- 1 cellule protection transformateur
- 1 transformateur huile 160 KVA
- 1 TGBT

Sous-Sol Bâtiment 09 : (Ormazabal)

- 2 cellules d'arrivée en coupure d'artère
- 1 cellule protection transformateur
- 1 armoire protection secondaire transformateur
- 1 transformateur huile 250 KVA
- 2 TGBT (tri 230 V et tri 410V)

Poste béton extérieur Bâtiment Mesocentre (Siemens)

- 2 cellules d'arrivée en coupure d'artère
- 1 cellule protection transformateur
- 1 armoire protection secondaire transformateur
- 1 transformateur huile 400 KVA

Sous-sol Bâtiment 15 : (Pommier /Granny)

- 2 cellules d'arrivée en coupure d'artère
- 1 cellule protection transformateur
- 1 disjoncteur général BT
- 1 transformateur huile 800 KVA
- 1 batterie de condensateurs Rectimat 2 60 kVAr
- 1 TGBT

Sous-Sol Bâtiment 18 : (Pommier /Granny)

- 2 cellules d'arrivée en coupure d'artère
- 1 cellule protection transformateur
- 1 disjoncteur général BT
- 1 transformateur huile 630 KVA
- 1 batterie de condensateurs Rectimat 2 60 kVAr



## 1 TGBT

### Sous-sol Bâtiment 14 :

- 1 TGBT (réalimenté depuis poste Bâtiment 15).

### RDC Bâtiment 16 :

- 1 TGBT (réalimenté depuis poste Bâtiment 15).

### Extérieur Bâtiment 15 :

- 1 groupe électrogène 50 KVA (FG Wilson P 50 E 1) ;
- 1 inverseur automatique

Le titulaire est invité, avant le démarrage des prestations, à réaliser une visite technique contradictoire des installations afin de vérifier la concordance entre le présent inventaire et l'état réel des équipements. Toute discordance devra être signalée par écrit dans un délai de quinze (15) jours suivant la notification du marché.)

## **8 - PRESTATIONS COMPRISES DANS LA PART FORFAITAIRE**

### **8.1 - Maintenance préventive des installations et équipements**

Le titulaire réalise l'entretien, le contrôle et le réglage des installations et des équipements du présent marché. Il s'engage à effectuer une visite annuelle de chaque site suivant le calendrier des visites fixé avec l'Observatoire de Paris.

#### **8.1.1 - Maintenance préventive des postes HT/BT et TGBT**

Le titulaire effectue une fois par an, le nettoyage et la maintenance complète des installations de livraison HT, des postes de transformation HT/ BT et des TGBT des différents bâtiments sur les sites de Paris et Meudon de l'Observatoire de Paris détaillés ci-dessus.

Les prestations de maintenance des différents postes HT demandées (en concordance avec les fiches techniques constructeurs des matériels installés, les normes et les textes réglementaires en vigueur) sont réalisées comme suit :

- La remise d'un rapport de maintenance comportant toutes les opérations effectuées et les observations s'y rapportant et également, le rapport d'analyse de diélectrique (prélèvement fait sur les différents transformateurs) ;
- La programmation sera à prévoir pour une intervention en journée le samedi. Le titulaire se chargera d'aider le Maître d'Ouvrage pour ses contacts de consignation avec son fournisseur d'électricité (ENEDIS), les frais occasionnés par le decadenassage ou et la mise hors tension seront à la charge du maître d'œuvre ;
- Inspection visuelle des installations, recherche des anomalies ;
- Nettoyage complet des locaux concernés ;
- Nettoyage de toutes les cellules HT accessibles ou susceptibles d'être mises hors tension sans nécessiter l'intervention de l'EDF pour consignation des câbles d'arrivée.
- Une fois par an, il sera prévu le nettoyage et la maintenance complète des disjoncteurs généraux basse tension compris une éventuelle coupure EDF ;
- Nettoyage et dépoussiérage des jeux de barres ;
- Graissage de toutes les articulations de sectionneurs ;
- Dépoussiérage des tableaux BT et de comptage ;
- Vérification des disjoncteurs, interrupteurs, coupe-circuits dans les TGBT ;
- Vérification du serrage des connexions sur les jeux de barre, des bornes de départ et des bornes amont des disjoncteurs ;
- Contrôle des protections HT et BT ;

- Vérification des appareils de mesures (ampèremètre, voltmètre, contrôleur permanent d'isolement) ;
- Vérification des sécurités cadenas, clés, etc. ;
- Vérification des contacteurs et relais ;
- Contrôle de l'équilibrage des phases ;
- Contrôle du fonctionnement des inverseurs normal secours ;
- Contrôle de la sélectivité en amont et aval ;
- Remplacement des ampoules et des voyants, si nécessaire ;
- Maintenance préconisée selon les constructeurs des équipements ;
- Contrôle des chargeurs de batteries et des batteries sur tous les équipements ;
- Mesure de la résistance des prises de terre, continuité, isolement, test des différentiels ;
- Mesure et contrôle de l'état des condensateurs ;
- Inspection thermographique des matériels ;
- Essais des disjoncteurs, interrupteurs HT ;
- Essais des sécurités ;
- Essai des automatismes ;
- Essai d'embrochage ;
- Essais mécaniques et électriques (moteur, contacts auxiliaire, bobine MX, MN).

Pour les différents entretiens de cabines HT / BT et TGBT et pour des raisons de continuité de service, le titulaire prévoit sur les deux sites, outre pour ses besoins personnels en éclairage et force, des groupes électrogènes mobiles pour la réalimentation de certains circuits de laboratoire ondulés 05347 ne pouvant pas être coupés au-delà de 30 minutes.

Concernant le site de Paris, dans le cadre de la maintenance quinquennale, la révision du mécanisme de type BLR de commande du disjoncteur général HT sera compris dans le prix forfaitaire de la première année de maintenance.

### **8.1.2 - Maintenance préventive des groupes électrogènes**

Ce groupe électrogène en extérieur du bâtiment 15 réalimente, en cas de coupure électrique, une partie de la salle informatique et diverses installations du service informatique de l'Observatoire de Paris. Il ne réalimente pas de système concernant la sécurité incendie.

Le titulaire effectue une fois par an, le nettoyage et la maintenance complète de ce groupe électrogène et une fois par mois il effectue une visite au titre de la maintenance préventive pour contrôler les niveaux, faire les essais de démarrage et effectuer la mise en charge pendant 30 minutes, etc.).

Les prestations de maintenance sont en concordances avec les fiches techniques constructeurs de ce matériel, les normes et les textes réglementaires en vigueur.

Un rapport de maintenance comportant toutes les opérations effectuées doit être remis. Ce groupe ne concernant pas la sécurité incendie, son entretien peut donc se faire en semaine sous réserve de l'accord des services informatiques. Ces entretiens comprennent notamment :

#### **Pour la partie Electrique :**

##### **Batteries et chargeurs**

- Contrôle de charge, essais de décharge, contrôle des batteries ;
- Désulfatage et graissage des bornes ;
- Vérification des niveaux de l'électrolyte ;
- Contrôle de l'intensité de charge ;
- Vérification du système d'inversion manuel et des groupes batteries.

##### **Alternateurs**

- Vérification du serrage des connexions ;
- Vérification du régulateur et ajustage de la tension
- Nettoyage des bobinages et du ventilateur (parties accessibles) ;
- Vérification des charbons et des collecteurs ;
- Graissage des roulements ;
- Contrôle de l'isolement.

#### **Armoires électriques**

- Vérification du serrage des connexions ;
- Vérification des contacteurs et relais, réglage ;
- Essais des sécurités armoire ;
- Contrôle des chargeurs de batteries et réglage ;
- Vérification et réglage des relais, des minuteriers et des récepteurs de sécurité ;
- Nettoyage et dépoussiérage des appareils ;
- Contrôle des temporisations et réglage si nécessaire ;
- Contrôle inverseur automatique
- Vérification et remplacement des ampoules ;
- Remise à jour des plans d'armoire si nécessaire.

#### **Essais**

- Essais en charge des différents systèmes de démarrage (essais réglementaires en ERP) ;
- Essais et contrôle des arrêts d'urgence et des sécurités moteur ;
- Essais d'automatisme.

#### **Pour la partie mécanique :**

- Inspection visuelle des installations, recherche des anomalies ;
- Recherche de fuites éventuelles ;
- Resserrage de l'ensemble des boulonneries apparentes ;
- Vérification de la tension des courroies ;
- Vérification du niveau d'huile appoint si nécessaire ;
- Vidange huile moteur systématique ;
- Vidange pompe à injection (sauf graissage commun) ;
- Régulateur de vitesse (si hydraulique) ;
- Changement filtre à air ;
- Eau refroidissement (niveau) ;
- Contrôle du jeu des culbuteurs ;
- Contrôle endoscopiques des cylindres ;
- Contrôle des auxiliaires moteurs ;
- Vérification de la libre rotation du turbo compresseur ;
- Contrôle de la pompe de pré graissage ;
- Contrôle du préchauffage eau et huile ;
- Contrôle des appareils de sécurité ;
- Contrôle des sécurités des moteurs ;
- Contrôle de la pression huile ;
- Contrôle de la température eau des moteurs ;
- Analyse de l'huile, de l'eau des fumées.

### **Circuits de gasoil**

- Vérification de l'étanchéité des circuits et des cuves de remplissage ;
- Contrôle du bon fonctionnement de l'alarme manque gasoil ;
- Purge de l'ensemble des canalisations et changement des filtres ;
- Dépose des injecteurs pour contrôle et tarage ;
- Contrôle de l'accouplement de la pompe injection ;
- Contrôle du fonctionnement et du bon état des pompes (relevage et transfert gasoil).

### **Démarrage pneumatique**

- Vérification de l'étanchéité des circuits ;
- Vérification des électrovannes ;
- Purge des circuits et des bouteilles d'air ;
- Contrôle de gonflage des bouteilles d'air ;
- Contrôle du bon fonctionnement du compresseur ;
- Vidange et entretien du compresseur (filtre huile, air, etc.).

### **Réfrigération**

- Contrôle du fonctionnement du système de refroidissement ;
- Contrôle du niveau d'eau et appoint ;
- Contrôle de la concentration en antigel eau moteur ;
- Réglage des thermostats de commande et des résistances de préchauffage ;
- Purge des canalisations ;
- Contrôle de l'état des durits et colliers (resserrage si nécessaire).

Les prestations sont assurées par un service 24/24 heures et 7/7 jours sur les installations électriques et le groupe électrogène (y compris les samedis, dimanches et jours fériés) pour les deux sites parisiens de l'Observatoire de Paris sur les installations décrites ci-dessus.

## **8.2 - L'astreinte 24/24 - 7/7**

Au titre du forfait de rémunération, le titulaire assure à l'Observatoire de Paris un service d'astreinte permanent, comprenant :

- Une intervention dans un délai maximum de deux (2) heures à compter de la demande d'intervention émise par le pouvoir adjudicateur, via un dispositif d'astreinte joignable en permanence, par un technicien qualifié, en mesure de diagnostiquer la panne, d'assurer la remise en service provisoire des installations et de prendre toutes les mesures de mise en sécurité nécessaires ;
- Un dispositif de réception des demandes d'intervention permettant à l'Observatoire de formuler ses demandes 24h/24 et 7j/7, avec prise en charge effective sans recours à un répondant.

Tout changement de cette procédure doit être soumis par le titulaire à l'approbation de l'Observatoire de Paris.

Le personnel d'astreinte doit disposer d'une parfaite connaissance des installations et être qualifié et habilité pour intervenir immédiatement et prendre les décisions nécessaires.

À compter de la notification du marché, le titulaire communique à l'Observatoire la méthodologie de traitement des demandes d'intervention (modalités de contact, numéro dédié, interlocuteurs, etc.). Toute modification de cette organisation est soumise à l'approbation préalable du pouvoir adjudicateur.

## 9 - LIMITES AU FORFAIT DE RÉMUNÉRATION

Les prestations suivantes ne font pas parties du forfait de rémunération :

- Le coût de l'intervention sur site pour déterminer la nature de la panne et la remise en route provisoire des installations ;
- Les réparations définitives des installations suite à une intervention du service 24/24h et une remise en route provisoire feront l'objet d'un devis qui devra être approuvé par le service technique de l'Observatoire de Paris ;
- Les réparations en usine des appareils défectueux, les frais d'emballage et de transport seront aux frais de l'Observatoire de Paris ;
- Conformément à l'article 13 du présent CCP, toute intervention ne relevant pas de la garantie et implique la fourniture de pièces figurant ou non au BPU font l'objet d'un devis chiffré adressé à l'Observatoire de Paris ;
- Conformément à l'article 13 du CCP, toute intervention ne relevant pas de la garantie, la main d'œuvre sera facturée au tarif en vigueur à la date d'intervention avec frais de déplacement en sus figurant au BPU ;
- Le remplacement ou la réparation résultant de l'usure normale des appareils et machines, de détériorations ou d'accidents provenant d'une négligence de l'Observatoire de Paris, d'un défaut lors d'un montage lorsque celui-ci n'est pas à la charge du titulaire, d'une utilisation défectueuse des équipements.

## 10 - OBLIGATION DES PARTIES

### 10.1 - Obligation du titulaire

Le titulaire s'engage à effectuer les visites de maintenance selon un calendrier validé par le pouvoir adjudicateur. Il établit annuellement un bilan technique et de sécurité, remis sous forme dématérialisée, comportant des préconisations visant à améliorer le fonctionnement des installations, leurs performances, leur sécurité et leur conformité réglementaire. Il tient à jour un livret d'entretien dématérialisé retraçant la nature des interventions, leur date ainsi que l'identité des intervenants et renseigne les registres de sécurité mis à disposition.

Le titulaire met à disposition, pour chaque intervention, un technicien habilité HC/BC, distinct de l'exécutant des travaux, chargé des opérations de consignation. Il justifie d'une qualification Qualifelec MGTI classe 4 CM ou de toute qualification équivalente attestant de ses compétences en maintenance des installations électriques haute tension.

### 10.2 - Obligation du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur s'engage à mettre à disposition du titulaire les documents techniques en sa possession relatifs aux installations, notamment le dossier de maintenance, les notices et les attestations de conformité. Il informe le titulaire de toute modification ou mise à jour de ces documents.

Il informe également le titulaire des risques liés aux lieux d'intervention, notamment dans le cadre de l'établissement d'un plan de prévention. Enfin, il permet l'accès aux installations dans les conditions prévues par le marché, y compris dans les zones à accès restreint.

## 11 - CONSTATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification sont réalisées dans les conditions fixées à l'article 28 du CCAG-FCS (arrêté du 30 mars 2021).

Le point de départ des opérations de vérification est fixé au terme de la visite de contrôle annuelle. Pour les prestations ponctuelles, il correspond à la date d'achèvement de la prestation concernée.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, la présence du titulaire n'est pas obligatoire pour le bon déroulement des opérations de vérification.

Conformément à l'article 30 du CCAG-FCS, l'Observatoire de Paris prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché.

L'admission prend effet à la date de notification de la décision d'admission ou, en l'absence de décision expresse, dans un délai de quinze (15) jours à compter de l'achèvement des prestations.

En cas de non-conformité constatée, le titulaire est tenu de remédier aux insuffisances dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur, sans préjudice de l'application éventuelle des pénalités prévues à l'article 17 du présent C.C.P.

## 12 - GARANTIE

Conformément à l'article 33 du CCAG-FCS (arrêté du 30 mars 2021), les prestations font l'objet d'une garantie d'un (1) an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission des prestations.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige :

- Dans le cadre d'une fourniture, à remettre en état ou à remplacer à ses frais toute pièce reconnue défectueuse ou non conforme, sauf si la défectuosité est imputable au pouvoir adjudicateur ;
- Dans le cadre d'une prestation d'entretien ou de réparation, à remettre en état ou à remplacer la pièce défectueuse ou non conforme, y compris les frais de main-d'œuvre afférents, sauf si la défectuosité est imputable au pouvoir adjudicateur.

Cette garantie est valable sous réserve d'une utilisation normale des prestations et du respect des prescriptions techniques et recommandations des fabricants.

Ne sont pas couverts par la garantie les dysfonctionnements liés à un défaut d'entretien, à l'usure normale ou à une mauvaise utilisation.

La garantie couvre également les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport nécessaires à la remise en état ou au remplacement.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'Observatoire, celui-ci peut exiger, lorsque cela est possible, un matériel de remplacement équivalent.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à leur complète exécution.

## 13 - AVANCE

Conformément aux dispositions des articles L.2191-2 et suivants et R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire, sauf renonciation de sa part mentionnée dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et que le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois.

### Pour la partie forfaitaire

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial toutes taxes comprises du marché lorsque sa durée est inférieure ou égale à douze (12) mois. Lorsque la durée est supérieure à douze (12) mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

### Pour la partie à bons de commande

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant du bon de commande lorsque sa durée d'exécution est inférieure ou égale à douze (12) mois. Lorsque cette durée est supérieure à douze (12) mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par sa durée exprimée en mois.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article [R. 2151-13](#), le taux de l'avance est porté à 30%.

Le montant de l'avance n'est pas affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation des prix.

Le remboursement de l'avance s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire.

Il commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint ou dépasse 65 % du montant initial du marché et doit être achevé lorsque ce montant atteint 80 %.

### Sous-traitant

Lorsque le titulaire recourt à la sous-traitance avec paiement direct, une avance est versée au sous-traitant dans les conditions prévues par le Code de la commande publique, dès lors que celui-ci remplit les conditions pour en bénéficier.

## 14 - PRIX DU MARCHÉ

### 14.1 - Caractéristiques des prix

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont réglées par application :

- D'un prix global et forfaitaire annuel, figurant dans l'acte d'engagement, pour la partie récurrente ;
- De prix unitaires figurant dans le BPU, pour la partie à bons de commande.

Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement fournies. Il sera conclu par l'émission de bons de commande au fur à mesure du besoin.

Ces prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance du matériel utilisé pour l'exécution des prestations, les consommables, les frais de transport, de restauration et d'hébergement du personnel, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

## 14.2 - Révision des prix

### Prix fermes et révision :

Les prix sont fermes la première année à compter de la date de notification du marché.

À compter de la deuxième année d'exécution, les prix sont révisibles annuellement.  
La révision est appliquée à la date anniversaire de la notification du marché.

### Demande de révision :

La révision des prix est effectuée à la demande du titulaire.

Cette demande doit être transmise au pouvoir adjudicateur **au plus tard deux (2) mois avant la date anniversaire de la notification du marché.**

À défaut de demande dans ce délai, la révision est réputée non sollicitée pour l'échéance annuelle concernée.

### Modalités de révision :

Seuls sont révisés :

- le montant forfaitaire annuel ;
- les prix du Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

La révision est effectuée selon la formule suivante :

$$P = P_o \times [0,15 + 0,70 \times (I / I_o) + 0,15 \times (FD / FDo)]$$

Dans laquelle :

- P est le prix révisé des prestations ;
- P<sub>o</sub> est le prix initial des prestations ;
- I : dernière valeur publiée de l'indice ICHTrev-TS (INSEE - identifiant 001565183) connue à la date de révision ;
- I<sub>o</sub> est la valeur de ce même indice au mois de remise des prix (M0) ;
- FD : dernière valeur publiée de l'indice Frais Divers de la Construction (INSEE - identifiant 001711011) connue à la date de révision ;
- FDo : valeur de ce même indice au mois de remise des offres (mois M0).

Application de la révision :

La révision prend effet automatiquement à la date anniversaire de la notification du marché, sur la base des indices connus à cette date.

Les prix révisés sont arrondis au centième d'euro le plus proche.

### Indisponibilité ou substitution d'indice :

En cas de disparition, suspension ou modification substantielle d'un indice, un indice de remplacement équivalent est retenu après accord entre les parties.

À défaut d'accord, l'indice de substitution est fixé par l'INSEE ou l'autorité compétente.

### Facturation :

Le développement de la formule de révision et les mois des indices de référence doivent figurer sur chaque facture concernée. Les prix révisés sont arrondis au centième le plus proche.

Les prix unitaires sur devis non compris au BPU ne sont pas révisés.



### 14.3 - Clause de sauvegarde

Les prix restent fermes pendant la première année d'exécution du marché. La personne responsable du marché se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du marché si la hausse enregistrée par la formule de révision est supérieure à 3 % par an.

## 15 - MODALITE DE REGLEMENT DES COMPTES

### 15.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

En ce qui concerne la partie forfaitaire, le titulaire adresse une facture trimestrielle correspondant à un quart (1/4) du montant forfaitaire annuel du marché.

Les prestations réalisées sur la partie à bons de commande font l'objet d'une facturation par bon de commande, une fois les prestations admises par l'Observatoire de Paris.

### 15.2 - Présentation des demandes de paiement

Conformément à la réglementation en vigueur, le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro (plateforme de la Direction Générale des Finances Publiques).

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l'Observatoire de Paris peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur.

Les données indispensables pour le dépôt sur Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de SIRET de l'Observatoire de Paris : 19753496900013 ;
- Numéro du bon de commande de l'Observatoire à 10 chiffres, commençant par 45000\*\*\*\*.

Les factures doivent obligatoirement mentionner, outre les mentions légales :

- Le nom, l'adresse et le numéro de SIRET du ou des fournisseur(s) ;
- La domiciliation des paiements telle qu'elle figure sur l'acte d'engagement ;
- Les références du présent marché (numéro et objet) ;
- La référence du bon de commande ;
- Le nom et l'adresse complète du service acheteur ;
- La date de réalisation ou de réception des prestations ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- Le prix unitaire hors taxes (HT) ou le prix forfaitaire, selon le cas ;
- Le montant total HT, le montant de la TVA et le montant total TTC ;
- Le taux de TVA en vigueur à la date d'exécution des prestations.

Une facture distincte est établie pour chaque bon de commande. Toute facture ne répondant pas à ces exigences sera automatiquement renvoyée, ce qui engendrera un retard de paiement.

Pour les relances fournisseurs, changements d'adresse, modifications de RIB ou toutes autres modifications : [gestion.sf@obspm.fr](mailto:gestion.sf@obspm.fr)

### 15.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire sont payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement conforme.

En cas de dépassement de ce délai, le titulaire a droit, de plein droit et sans formalité préalable, au versement d'intérêts moratoires ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Conformément aux articles L.2192-10 et R.2192-10 et suivants du Code de la commande publique, ces intérêts courent à compter du lendemain de l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal.

## 16 - DÉMARCHES RSE (RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES)

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire s'engage à mettre en œuvre des actions visant à limiter les impacts environnementaux et sociaux liés aux prestations du présent marché.

À ce titre, il veille notamment à :

- Optimiser les déplacements des équipes d'intervention afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre, notamment par l'organisation des tournées et, lorsque cela est possible, l'utilisation de véhicules à faibles émissions ;
- Assurer une gestion responsable des déchets issus des prestations, notamment les huiles usagées, filtres et matériels électriques en fin de vie, conformément à la réglementation en vigueur ;
- Respecter les dispositions applicables en matière de santé et de sécurité au travail pour l'ensemble du personnel intervenant ;

Le titulaire précise dans son offre les engagements qu'il propose de mettre en œuvre dans le cadre du présent marché. Ces engagements pourront faire l'objet d'un suivi dans le cadre de l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur peut, en cours d'exécution, demander tout élément permettant de justifier la mise en œuvre effective de ces engagements.

## 17 - PÉNALITÉS

Les pénalités sont applicables en cas de non-respect, par le titulaire, de ses engagements contractuels. Elles sont encourues du simple fait de la constatation, par l'Observatoire de Paris, du retard ou de l'inexécution, et sont déductibles des règlements à effectuer.

Type de manquement	Description	Pénalité
Retard d'intervention astreinte	Non-respect du délai de 2 heures après appel	150 € HT par heure de retard
Non-réalisation de visite annuelle	Visite non effectuée dans les délais convenus	500 € HT par jour de retard
Rapport de maintenance non remis	Absence ou retard de remise du rapport annuel	200 € HT par semaine de retard
Défaut de qualification du personnel	Intervenant non habilité HC/BC( <i>habilitation pour travailler en HT</i> )/BC ( <i>chargé de consignation</i> ) ou non qualifié	500 € HT par constatation
Sous-traitance non déclarée	Recours à un sous-traitant non agréé	1 000 € HT par constatation
Travail dissimulé	Non-respect des formalités du Code du travail	10 % du montant TTC du marché
Autres manquements contractuels	Non-respect d'une clause du présent C.C.P.	250 € HT par constatation et/ou par jour

Dans l'hypothèse où il existerait une relation de cause à effet entre deux pénalités, seule la pénalité la plus forte est prise en considération.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure, auxquelles sont seules assimilées les interruptions dans la fourniture d'électricité et des fluides du fait des compagnies distributrices.

Le total des pénalités applicables sur une même période annuelle est plafonné à dix pour cent (10 %) du montant HT annuel du marché.

Les pénalités sont appliquées conformément aux principes généraux de la commande publique et aux stipulations du CCAG-FCS.

## 18 - ASSURANCES

A compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil.

Il fournit une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance et la nature des prestations (installations haute tension, groupe électrogène, interventions sur sites occupés).

À tout moment durant l'exécution des prestations, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation sur demande du pouvoir adjudicateur, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

## 19 - RESILIATION DU MARCHE

### 19.1 - Résiliation aux torts du titulaire

Le marché peut être résilié avant sa date d'échéance par l'Observatoire, aux torts du Titulaire et sans indemnité :

- En cas de recours du Titulaire à un ou plusieurs sous-traitants n'ayant pas fait l'objet d'un accord préalable de l'Observatoire,
- En cas de défaut ou d'insuffisance d'assurance du Titulaire,
- En cas de non-respect des dispositions prévues à l'article D8222-5 du Code du Travail,
- En cas de « faute grave » du Titulaire, telles qu'elles sont définies ci-après. Par « faute grave », on entend notamment :

- Lorsque depuis le début de l'exercice en cours, le montant total des pénalités représente 20% du montant forfaitaire annuel des prestations assurées.
- Inobservation des règles de sécurité,
- Inobservation de l'obligation de confidentialité,
- Lorsque le Titulaire commet une faute ayant entraîné un accident matériel ou corporel grave,
- En cas de non-respect des obligations contractuelles, autre que celles définies ci-avant, et après une mise en demeure non suivie d'effet.

De plus, la résiliation peut être prononcée dans les cas prévus à l'article 41 du CCAG-FCS non cités plus haut.

La résiliation *du marché* intervient immédiatement et de plein droit, après envoi par l'Observatoire au Titulaire d'une lettre recommandée avec accusé de réception, soit :

- À l'issue du préavis de 3 mois minimum précisé dans le courrier,
- Après une mise en demeure précisée dans le courrier et non suivie d'effet.

Dans tous les cas de résiliation du contrat aux torts et griefs du Titulaire, ce dernier n'aura droit à aucune indemnité à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, et sera redevable à l'égard de l'Observatoire de Paris d'un dédommagement égal à 1/12ème (un douzième) du forfait annuel hors taxes ; ce montant n'exclut pas le recours pour les pertes subies par L'Observatoire de Paris ainsi que tous les dommages et intérêts dus au titre du préjudice subi par ce dernier et venant en complément de ces sommes.

## 19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 19.3 - Résiliation pour motif d'intérêt général

Conformément à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

## 20 - LITIGES ET LANGUE

Le présent marché est soumis au droit français. Les litiges relatifs à son exécution relèvent de la compétence des juridictions administratives françaises.

Le tribunal administratif compétent est le Tribunal administratif de Paris (7 rue de Jouy - 75181 Paris Cedex 04).

Les parties s'efforcent de régler à l'amiable tout différend relatif à l'exécution du marché avant toute saisine du juge administratif.

Tous les documents, factures, modes d'emploi et correspondances sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction certifiée conforme par un traducteur assermenté.

Si le titulaire est établi dans un autre État membre de l'Union européenne sans établissement en France, il facture hors taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et s'acquitte de ses obligations fiscales conformément à la réglementation en vigueur.

## 21 - TABLEAU DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Les dérogations au CCAG-FCS (arrêté du 30 mars 2021) prévues par le présent C.C.P. sont les suivantes :

Article CCAG-FCS	Objet de la dérogation	Disposition du C.C.P
Art 27.3	Présence du titulaire non obligatoire lors des opérations de vérification	Art 11 du C.C.P